



Conseil de sécurité

Distr. générale
29 mai 2002

Original: français

Lettre datée du 28 mai 2002, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de l'Espagne auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de porter à votre attention la déclaration de la présidence de l'Union européenne au nom de l'Union européenne sur les tensions récentes entre l'Inde et le Pakistan, publiée le 22 mai 2002 (voir annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

Le Représentant permanent de l'Espagne
auprès de l'Organisation des Nations Unies
(*Signé*) Inocencio F. **Arias**



**Annexe à la lettre datée du 28 mai 2002, adressée
au Secrétaire général par le Représentant permanent de l'Espagne
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

[Original : anglais, français et espagnol]

**Déclaration de la présidence de l'Union européenne
sur les tensions récentes entre l'Inde et le Pakistan
publiée au nom de l'Union européenne**

La présidence exprime, au nom de l'UE, sa profonde préoccupation face à la détérioration des relations indo-pakistanaïses intervenue ces derniers jours. Les récents attentats au Jammu-et-Cachemire et les incidents militaires qui ont eu lieu au cours des dernières 48 heures à la frontière pourraient constituer une menace grave, non seulement pour les populations indienne et pakistanaïse, mais aussi pour la stabilité dans la région tout entière.

L'UE espère que des mesures seront prises sans tarder afin d'améliorer la situation actuelle et elle exhorte les deux parties à déployer les efforts nécessaires pour éviter l'engrenage de l'affrontement, dont les conséquences seraient imprévisibles. À cet égard, l'UE tient à souligner que notre ennemi commun à tous est le terrorisme, où qu'il se manifeste et quelle qu'en soit la cible.

L'Union demande instamment aux gouvernements de New Delhi et d'Islamabad de prendre toutes les mesures envisageables pour faire baisser la tension, ce qui constitue une étape préalable et nécessaire à la reprise d'un dialogue productif entre les deux pays.

Les pays d'Europe centrale et orientale associés à l'Union européenne, Chypre, Malte et la Turquie, pays également associés, ainsi que les pays de l'AELE membres de l'espace économique européen se rallient à la présente déclaration.
